

Commune de Saint Hilaire de Brethmas

B.P 1 30560 Saint Hilaire de Brethmas

☎ 04 66 61 33 59 📠 04 66 61 02 05

**DECISION DU MAIRE
N°2022-22**

DECISION DU 12 JUILLET 2022 PORTANT ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC AYANT POUR OBJET LA DEMANDE DE RECONNAISSANCE DE LA DEMARCHE BATIMENTS DURABLES OCCITANIE.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 relatifs aux délégations accordées au maire par l'assemblée délibérante,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu la Convention de mandat passée avec la SPL 30 pour la réalisation de cette opération ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2020/20 en date du 04 juillet 2020 donnant délégation de pouvoir à Monsieur le Maire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur aux seuils de procédures formalisées, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu la convention de mandat passée avec la SPL30 pour la réalisation de cette opération ;

Vu l'offre d'ENVIROBAT OCCITANIE pour la demande de reconnaissance de la démarche « Bâtiments durables Occitanie ».

Le Maire **DECIDE**,

- **D'ATTRIBUER** le marché de demande de reconnaissance de la démarche Bâtiments durables Occitanie à l'entreprise d'ENVIROBAT OCCITANIE pour un montant de 4 444,06 €HT.
- **AUTORISE** la SPL 30, en sa qualité de mandataire de la Commune de Saint-Hilaire de Brethmas, à procéder à la signature du marché susvisé, à prendre toutes les mesures d'exécution de ce marché dans le cadre de la convention de mandat qui lui a été confiée et en assurer les paiements.
- **CONFIRME** que les dépenses susvisées sont inscrites au budget.

A Saint Hilaire de Brethmas,
Le 12 Juillet 2022,

Envoyé en préfecture le 12/07/2022

Reçu en préfecture le 12/07/2022

Affiché le 12/07/2022

ID : 030-213002595-20220712-D_2022_22-DE

Le Maire,
Jean-Michel PERRET



Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, sa transmission à Monsieur le Préfet du Gard, sa notification.
- Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet, www.telerecours.fr.